

ANNEXE I:

CONDITIONS GÉNÉRALES DES MARCHÉS DE SERVICES FINANCES PAR L'UNION EUROPÉENNE OU PAR LE FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT (FED)

TABLE DES MATIERES

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES	3
Article 1 Définitions.....	3
Article 2 Notifications et communications écrites	3
Article 3 Cession	3
Article 4 Sous-traitance	3
OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
Article 5 Informations à fournir	4
Article 6 Assistance en matière de réglementation locale.....	4
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT	5
Article 7 Obligations générales	5
Article 8 Code de conduite.....	5
Article 9 Conflit d'intérêts	6
Article 10 Sanctions administratives et financières	7
Article 11 Spécifications et dessins.....	7
Article 12 Garantie	8
Article 13 Dispositions en matière de santé, d'assurance et de sécurité.....	8
Article 14 Droits de propriété intellectuelle et industrielle	9
NATURE DES PRESTATIONS	9
Article 15 Nature des prestations	9
Article 16 Personnel et équipements.....	10
Article 17 Remplacement du personnel	10
Article 18 Stagiaires	11
EXÉCUTION DU CONTRAT	11
Article 19 Retards dans la mise en œuvre des tâches.....	11
Article 20 Modification du contrat.....	12
Article 21 Horaire de travail.....	13
Article 22 Droit aux congés	13
Article 23 Information.....	13
Article 24 Registres	13

Article 25	Vérification par les organes de l'UE	14
Article 26	Rapports d'avancement et rapport final.....	14
Article 27	Approbation des rapports et documents.....	15
PAIEMENTS ET RECOUVREMENT		15
Article 28	Vérification des dépenses.....	15
Article 29	Païement et intérêts pour retard de paiement	16
Article 30	Garantie financière	17
Article 31	Recouvrement des dettes du contractant	18
Article 32	Révision des prix.....	18
Article 33	Païement au profit de tiers.....	19
DÉFAUT D'EXÉCUTION, SUSPENSION ET RÉSILIATION.		19
Article 34	Défaut d'exécution.....	19
Article 35	Suspension du contrat	19
Article 36	Résiliation par le pouvoir adjudicateur	19
Article 37	Résiliation par le contractant.....	21
Article 38	Cas de force majeure.....	21
Article 39	Décès	22
RÈGLEMENT DES DIFFERENDS.....		22
Article 40	Règlement des différends	22

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article 1 DEFINITIONS

- 1.1. Les titres et sous-titres des présentes conditions générales ne sont pas réputés faire partie intégrante de celles-ci et ne sont pas pris en considération pour l'interprétation du contrat.
- 1.2. Lorsque le contexte le permet, les mots au singulier sont réputés inclure le pluriel et inversement, et les mots au masculin sont réputés inclure le féminin et inversement.
- 1.3. Le terme "pays" est réputé inclure l'État ou le territoire.
- 1.4. Les mots désignant des personnes ou des parties incluent les sociétés et entreprises et tout organisme ayant la capacité juridique.
- 1.5. Les définitions des termes utilisés dans les présentes Conditions Générales se trouvent dans "le Glossaire", annexe A1 du Guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre des actions extérieures de l'UE, qui forme une partie intégrante de ce contrat.

Article 2 NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS ECRITES

- 2.1. L'expéditeur est tenu de demander un accusé de réception d'une communication par écrit chaque fois que la date de réception est assortie d'un délai. En tout état de cause, il prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la réception de sa communication dans les délais.
- 2.2. Lorsque le contrat prévoit, de la part d'une personne, une notification, un consentement, une approbation, un agrément, un certificat ou une décision, ceux-ci sont présentés, sauf dispositions contraires, sous forme écrite et ne sont ni refusés ni retardés abusivement.
- 2.3. Les instructions ou ordres donnés oralement sont confirmés par écrit.

Article 3 CESSION

- 3.1. Une cession fait l'objet d'une convention par laquelle le contractant transfère tout ou partie de son contrat à un tiers.
- 3.2. Le contractant ne peut, sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur, céder tout ou partie du contrat ou tout avantage ou intérêt qui en découle.
- 3.3. L'approbation de la cession par le pouvoir adjudicateur ne délie pas le contractant de ses obligations pour la partie du contrat déjà exécutée ou pour la partie qui n'a pas été cédée.
- 3.4. Les cessionnaires doivent satisfaire aux critères d'éligibilité retenus pour la passation du contrat et ils ne peuvent pas être dans une des situations indiquées à la section 2.3.3. du guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre des actions extérieures de l'UE qui les exclut de la participation à des procédures de marchés

Article 4 SOUS-TRAITANCE

- 4.1. La sous-traitance fait l'objet d'une convention par laquelle le contractant confie à un tiers l'exécution d'une partie de son contrat. A cet égard, les experts individuels engagés pour le projet en tant qu'experts, principaux ou non, ne sont pas considérés comme des sous-traitants. Les conditions de la sous-traitance sont spécifiées dans les conditions particulières.

- 4.2. Le contractant doit demander l'autorisation écrite préalable du pouvoir adjudicateur avant de recourir à la sous-traitance. Cette autorisation sera basée sur les prestations à sous-traiter et sur l'identité du sous-traitant retenu. En prenant dûment en considération les dispositions de l'article 2, paragraphe 2, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au contractant dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification et la motive en cas de refus d'autorisation.
- 4.3. Un contrat de sous-traitance ne peut créer de relations contractuelles entre un sous-traitant et le pouvoir adjudicateur.
- 4.4. Le contractant est responsable des actes, manquements et négligences de ses sous-traitants et de leurs experts, mandataires ou employés, comme s'il s'agissait de ses propres actes, manquements ou négligences ou de ceux de ses experts, mandataires ou employés. L'approbation par le pouvoir adjudicateur de la sous-traitance d'une partie du contrat ou d'un sous-traitant ne libère le contractant d'aucune de ses obligations contractuelles.
- 4.5. Si le pouvoir adjudicateur ou le gestionnaire du projet estiment qu'un sous-traitant n'est pas compétent pour exécuter les tâches qui lui ont été assignées, ils peuvent aussitôt demander au contractant de le remplacer par un sous-traitant possédant une qualification et une expérience que le pouvoir adjudicateur juge acceptables ou poursuivre eux-mêmes la réalisation des tâches.
- 4.6. Les sous-traitants doivent satisfaire aux critères d'éligibilité applicables à l'attribution du contrat et ils ne doivent être dans aucune des situations les excluant de la participation aux marchés qui sont listés à la section 2.3.3 du guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre des actions extérieures de l'UE.
- 4.7. Les prestations confiées à un sous-traitant par le contractant ne peuvent être confiées à des tiers par le sous-traitant Sauf agrément contraire du pouvoir adjudicateur.
- 4.8. Tout changement de sous-traitant sans le consentement préalable du pouvoir adjudicateur est considéré comme un défaut d'exécution du contrat, conformément aux articles 34 et 36.

OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Article 5 INFORMATIONS A FOURNIR

- 5.1. Le pouvoir adjudicateur fournit dès que possible au contractant toutes les informations et/ou toute la documentation dont il dispose et qui peuvent être utiles à l'exécution du contrat. Ces documents lui sont restitués à l'issue de la période de mise en œuvre des tâches.
- 5.2. Le pouvoir adjudicateur aide le contractant, dans la mesure du possible, à obtenir toute information utile au contrat que le contractant peut raisonnablement demander en vue de son exécution.
- 5.3. Le pouvoir adjudicateur notifiera au contractant le nom et l'adresse du gestionnaire de projet.

Article 6 ASSISTANCE EN MATIERE DE REGLEMENTATION LOCALE

- 6.1. Le contractant peut demander l'assistance du pouvoir adjudicateur du pays bénéficiaire en vue d'obtenir copie des lois et règlements ainsi que des informations sur les usages et les dispositions administratives du pays où les prestations doivent être fournies, lorsque ces éléments sont susceptibles de l'affecter dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Le pouvoir adjudicateur peut faire payer au contractant l'assistance que celui-ci n'obtiendrait normalement qu'à ses propres frais.
- 6.2. Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en matière de main-d'œuvre étrangère du pays où les prestations doivent être fournies, le pouvoir adjudicateur du pays bénéficiaire met tout en œuvre pour faciliter l'obtention par le contractant des visas et permis requis, et notamment les permis de séjour et de travail destinés au personnel dont les services sont jugés nécessaires par le contractant et le pouvoir adjudicateur, ainsi que les permis de séjour destinés aux membres des familles de ce personnel.

- 6.3. Le pouvoir adjudicateur donne à ses agents, mandataires et représentants toutes les instructions nécessaires ou appropriées pour faciliter la fourniture prompte et efficace des prestations.

OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Article 7 OBLIGATIONS GENERALES

- 7.1. Pour des questions non régies par le contrat, le contractant respecte et applique les lois et règlements en vigueur dans le pays bénéficiaire et veille à ce que son personnel, les personnes à charge de celui-ci et ses employés locaux les respectent et les appliquent également. Le contractant tient quitte le pouvoir adjudicateur de toute réclamation ou poursuite résultant d'une infraction aux dits règlements ou lois commise par lui-même, par ses employés ou par les personnes à leur charge.
- 7.2. Le contractant fournit les services avec tout le soin, toute l'efficacité, toute la diligence requis, selon les meilleures pratiques professionnelles.
- 7.3. Le contractant se conforme aux ordres de service donnés par le gestionnaire du projet. Lorsqu'il estime que les exigences d'un ordre de service excèdent les compétences du gestionnaire du projet ou l'objet du contrat, il doit, sous peine de forclusion, adresser une notification motivée au gestionnaire du projet dans un délai de 30 jours après réception de l'ordre de service. L'exécution de l'ordre de service n'est pas suspendue du fait de cette notification.
- 7.4. Le contractant tient pour privés et confidentiel tout document et toute information qu'il reçoit dans le cadre du contrat. Il ne peut, sauf dans la mesure nécessaire pour les besoins du contrat, ni publier ni divulguer aucun élément du contrat sans le consentement écrit préalable du pouvoir adjudicateur ou du gestionnaire du projet après consultation du pouvoir adjudicateur. En cas de désaccord sur la nécessité de publier ou de divulguer des données pour les besoins du contrat, la décision du pouvoir adjudicateur est définitive.
- 7.5. Si le contractant est un consortium comprenant deux personnes ou plus, ces personnes sont solidairement tenues d'exécuter le contrat. La personne désignée par le consortium pour agir en son nom pour les besoins du contrat est habilitée à engager le consortium.
- 7.6. Toute modification de la composition du consortium sans le consentement préalable du pouvoir adjudicateur est considérée comme un défaut d'exécution du contrat.
- 7.7. Sauf demande ou convention contraire de la Commission européenne, le contractant prend les mesures nécessaires pour veiller à ce que la contribution financière de l'UE bénéficie d'une publicité adéquate. Ces mesures doivent respecter les règles du Manuel Communication et Visibilité pour les actions extérieures de L'UE publié par la Commission Européenne.
- 7.8. Le contractant notifiera au pouvoir adjudicateur le nom et l'adresse de sa personne de contact, de son compte bancaire et de son(ses) auditeur(s) pour le contrat. Le contractant doit utiliser le modèle à l'annexe VI pour la notification de son compte bancaire. Le pouvoir adjudicateur aura le droit de s'opposer au choix par le contractant du compte bancaire et de l'auditeur.

Article 8 CODE DE CONDUITE

- 8.1. Le contractant agit en toute occasion avec loyauté et impartialité et comme un conseiller fiable du pouvoir adjudicateur conformément aux règles et/ou au code de déontologie de sa profession, ainsi qu'avec la discrétion appropriée. Il s'abstient en particulier de faire des déclarations publiques concernant le projet ou les prestations sans l'approbation préalable du pouvoir adjudicateur, ainsi que de toute activité contraire à ses obligations contractuelles envers le pouvoir adjudicateur. Il n'engage le pouvoir adjudicateur d'aucune manière sans son consentement préalable par écrit et, le cas échéant, il signale cette obligation aux tiers.
- 8.2. Pendant la durée du contrat, le contractant et son personnel respectent les droits de l'homme et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire. Le contractant doit respecter les normes fondamentales en matière de travail, convenues au plan

international, de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire, sur l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession et sur l'abolition du travail des enfants.

- 8.3. Si le contractant ou l'un de ses sous-traitants, mandataires ou employés propose de donner, accepte d'offrir ou de donner, ou donne à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait au contrat ou à tout autre contrat conclu avec le pouvoir adjudicateur, ou pour qu'il favorise ou défavorise quiconque dans le cadre du contrat ou de tout autre contrat conclu avec le pouvoir adjudicateur, cette dernière peut, sans préjudice des droits acquis par le contractant au titre du contrat, résilier le contrat.
- 8.4. La rémunération contractuelle du contractant constitue sa seule rémunération dans le cadre du contrat et ni lui ni son personnel n'acceptent une quelconque commission, remise, indemnité, rémunération indirecte ou autre compensation dans le cadre, à l'occasion ou lors de l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu du contrat.
- 8.5. Le contractant ne reçoit, directement ou indirectement, aucune redevance, gratification ou commission en raison de l'utilisation, pour le contrat ou pour le projet ou pour les besoins de ceux-ci, d'un article ou procédé breveté ou protégé, à moins que le pouvoir adjudicateur ne l'y autorise par écrit.
- 8.6. Le contractant et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant la durée du contrat et après l'achèvement de celui-ci. À cet égard, sauf consentement écrit préalable du pouvoir adjudicateur, le contractant et le personnel qu'il emploie ou qu'il engage ne peuvent à aucun moment communiquer à quiconque des renseignements confidentiels qui leur ont été révélés ou qu'ils ont découverts, ni rendre publiques des informations sur les recommandations formulées au cours ou par suite de leurs prestations de services. En outre, ils ne peuvent utiliser au détriment du pouvoir adjudicateur les renseignements qui leur ont été fournis ou les résultats des études, tests et travaux de recherche effectués pendant et en vue de l'exécution du contrat.
- 8.7. L'exécution du contrat ne doit pas donner lieu à des frais commerciaux extraordinaires. L'existence de frais commerciaux extraordinaires entraîne la résiliation du contrat. Ces frais concernent toute commission non mentionnée dans le contrat ou qui ne résulte pas d'un contrat en bonne et due forme faisant référence à ce contrat, toute commission qui ne rétribue aucun service légitime effectif, toute commission versée dans un paradis fiscal, toute commission versée à un destinataire non clairement identifié ou à une société qui a toutes les apparences d'une société de façade.
- 8.8. Le contractant s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives sur les conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur peut procéder à toute inspection sur place qu'il estime nécessaire pour vérifier des pièces et réunir des éléments de preuve concernant une présomption de frais commerciaux extraordinaires.

Article 9 CONFLIT D'INTERETS

- 9.1. Le contractant prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du contrat ou pour y mettre fin. Un tel conflit d'intérêts peut en particulier résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou affectifs, ou de tout autre type de relation ou d'intérêt partagé. Un conflit d'intérêts susceptible de se produire lors de l'exécution du contrat doit être notifié sans tarder par écrit au pouvoir adjudicateur.
- 9.2. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier si ces mesures sont appropriées et peut exiger l'adoption de mesures supplémentaires si nécessaire. Le contractant doit veiller à ce que son personnel, y compris ses dirigeants, ne se trouve pas dans une situation susceptible de donner lieu à un conflit d'intérêts. Sans préjudice de l'article 7, le contractant remplace immédiatement et sans dédommagement du pouvoir adjudicateur tout membre de son personnel exposé à une telle situation.
- 9.3. Le contractant s'abstient de tout contact susceptible de compromettre son indépendance ou celle de son personnel. Si le contractant perd son indépendance, le pouvoir adjudicateur peut, sans préjudice d'une indemnisation pour tout dommage qu'il aurait subi de ce fait, résilier aussitôt le contrat.

- 9.4. Après la conclusion ou la résiliation du contrat, le contractant limite son intervention en rapport avec le projet à la prestation des services. Sauf autorisation écrite du pouvoir adjudicateur, le contractant ou tout autre entrepreneur ou fournisseur avec lequel il est associé ou lié n'ont pas qualité pour réaliser des travaux, livrer des fournitures ou exécuter d'autres prestations pour le projet, à quelque titre que ce soit, y compris pour la présentation d'une soumission pour une quelconque partie du projet.
- 9.5. Les fonctionnaires et autres agents de l'administration publique du pays bénéficiaire, indépendamment de leur situation administrative, ne peuvent être recrutés comme experts pour des contrats financés par l'UE dans le pays bénéficiaire, à moins que la Commission Européenne n'ait préalablement donné son accord par écrit.
- 9.6. Le contractant et toute personne travaillant, sous son autorité ou sous son contrôle, à l'exécution du contrat ou à toute autre activité devront être exclus d'un financement de l'UE/FED dans le cadre du même projet, à moins qu'ils ne puissent prouver auprès du pouvoir adjudicateur que l'implication dans des étapes précédentes du projet n'est pas constitutive de concurrence déloyale.

Article 10 SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

- 10.1. Sans préjudice de l'application de sanctions contractuelles, le contractant qui s'est rendu coupable de fausses déclarations, a fait des erreurs substantielles ou commis des irrégularités et fraudes, ou a été déclaré en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de ses obligations contractuelles, peut être exclu de tous les marchés et subventions financés par le budget de l'UE ou par le FED pour une durée maximale de cinq ans à compter du constat du manquement, à confirmer après échange contradictoire avec le contractant. Ce dernier peut présenter ses arguments pour s'opposer à la sanction dans un délai de 30 jours à compter de la notification de celle-ci, au moyen d'un courrier recommandé ou équivalent. Faute de réaction de sa part ou de retrait de la sanction par la Commission européenne, notifié par écrit, dans un délai de 30 jours à compter de la date de présentation des arguments précités, la décision imposant la sanction devient exécutoire. La durée de l'exclusion peut être portée à dix ans en cas de récidive dans les cinq ans suivant le premier manquement.
- 10.2. Les contractants déclarés en défaut grave d'exécution de leurs obligations contractuelles, à l'exception de celles visées à l'article 19, se voient également infliger une sanction financière représentant 2-10 % de la valeur du contrat en cause. Ce taux peut être porté à 4-20 % en cas de récidive dans les cinq ans suivant le premier manquement.
- 10.3. Si, après l'attribution du contrat, la procédure d'attribution ou la performance du contrat s'avèrent entachées d'erreurs substantielles, d'irrégularités ou de fraudes, et si cela peut être attribué au Contractant, l'Autorité Contractante peut refuser d'effectuer les paiements, peut recouvrer les montants déjà payés et peut mettre fin à tous les contrats conclus avec ce contractant, en fonction du degré de gravité des erreurs, irrégularités ou fraudes.

Article 11 SPECIFICATIONS ET DESSINS

- 11.1. Le contractant élabore toutes les spécifications et tous les dessins en utilisant des systèmes admis et généralement reconnus, acceptables pour le pouvoir adjudicateur, et en tenant compte des critères de conception les plus récents.
- 11.2. Le contractant veille à ce que les spécifications et les dessins, ainsi que toute documentation relative à la fourniture de biens et de services pour le projet, soient élaborés avec impartialité de manière à encourager la concurrence dans les soumissions.

Article 12 GARANTIE

- 12.1. Le contractant tient quitte, protège et défend, à ses frais, le pouvoir adjudicateur, les mandataires et les employés du pouvoir adjudicateur contre toute action, réclamation ou perte ou tout préjudice résultant d'un acte ou d'une omission commis par le contractant dans l'exécution des prestations, et notamment d'une infraction aux dispositions légales ou d'une violation des droits de tiers, en matière de brevets, de marques et/ou d'autres formes de propriété intellectuelle, telles que les droits d'auteur.

- 12.2. Le contractant tient quitte, protège et défend, à ses frais, le pouvoir adjudicateur, les mandataires et les employés du pouvoir adjudicateur contre toute action, réclamation ou perte ou tout préjudice résultant de l'exécution du contrat par ses soins, étant entendu que:
- (a) ces actions, réclamations, pertes ou préjudices doivent être notifiés au contractant au plus tard 30 jours après que le pouvoir adjudicateur en a eu connaissance;
 - (b) la limite supérieure de responsabilité du contractant à l'égard du pouvoir adjudicateur est d'un montant égal à la valeur du contrat et ce plafond ne s'applique pas aux pertes ou dommages causés à des tiers par le contractant ou du fait d'une mauvaise conduite volontaire du contractant;
 - (c) la responsabilité du contractant est limitée aux actions, réclamations, pertes ou préjudices résultant directement d'un manquement du contractant à ses obligations contractuelles et n'inclut pas la responsabilité résultant d'événements imprévisibles liés accessoirement ou indirectement à un tel manquement.
- 12.3. En cas de manquement à ses obligations contractuelles, le contractant remédie, à ses frais, sur demande du pouvoir adjudicateur, à tout manquement constaté dans la prestation des services.
- 12.4. Le contractant n'est nullement responsable des actions, réclamations, pertes ou préjudices dus:
- (a) au fait que le pouvoir adjudicateur a omis d'agir à la suite d'une recommandation du contractant ou a passé outre à un acte, une décision ou une recommandation de celui-ci ou a imposé au contractant l'application d'une décision ou d'une recommandation au sujet de laquelle le contractant a marqué son désaccord ou exprimé une grave réserve, ou
 - (b) à une exécution incorrecte des instructions du contractant par les mandataires, employés ou prestataires indépendants du pouvoir adjudicateur.
- 12.5. Après la prestation des services, le contractant demeure responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles pendant une période déterminée par le droit applicable au contrat.

Article 13 DISPOSITIONS EN MATIERE DE SANTE, D'ASSURANCE ET DE SECURITE

- 13.1. Le pouvoir adjudicateur peut demander au contractant et/ou à son personnel de passer un examen médical auprès d'un médecin qualifié avant de quitter son ou leur lieu de résidence habituel et le contractant fournira dès que possible au pouvoir adjudicateur un certificat médical déterminant si les experts sont ou non aptes à exécuter les services demandés.
- 13.2. Le contractant souscrit, pour la durée de mise en œuvre des tâches, une assurance maladie pour lui-même et les personnes qu'il emploie dans le cadre du contrat. Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu au paiement des frais médicaux du contractant.
- 13.3. Dans les 20 jours qui suivent la signature du contrat, le contractant souscrit et acquitte une assurance globale à concurrence du plafond prévu par la législation du pays du pouvoir adjudicateur et du montant prévu par la législation du pays bénéficiaire où le contractant a son siège; cette assurance doit couvrir, pendant toute la durée de mise en œuvre des tâches, les éléments suivants:
- (a) la responsabilité du contractant en cas de maladie ou d'accident de travail de ses employés, y compris les frais de rapatriement pour des raisons de santé;
 - (b) la perte ou l'endommagement des équipements du pouvoir adjudicateur utilisés pour l'exécution du contrat;
 - (c) la responsabilité civile en cas d'accident causé à des tiers ou au pouvoir adjudicateur et à ses employés et découlant de l'exécution du contrat;
 - (d) le décès accidentel ou l'incapacité permanente résultant de lésions corporelles survenues pendant la durée du contrat.
- 13.4. Le contractant doit aussi assurer les effets personnels de ses employés, des experts et des membres de leur famille installés dans le pays bénéficiaire, contre la perte et l'endommagement.
- 13.5. Le contractant présente sans délai, chaque fois que le pouvoir adjudicateur ou le gestionnaire du projet le lui demande, la preuve de la souscription de l'assurance et du paiement régulier des primes.

- 13.6. Le contractant met en place, pour ses employés, les experts et les membres de leur famille installés dans le pays bénéficiaire, des mesures de sécurité adaptées au danger physique auquel ils sont confrontés.
- 13.7. Le contractant est également tenu de surveiller le niveau de risque physique auquel ses employés, les experts et les membres de leur famille installés dans le pays bénéficiaire sont exposés et de tenir le pouvoir adjudicateur informé de la situation. Si le pouvoir adjudicateur ou le contractant sont informés d'un risque imminent pour la vie ou la santé de certains de leurs employés, des experts ou de membres de leur famille, le contractant peut prendre des mesures d'urgence pour placer les personnes concernées en lieu sûr. L'adoption de telles mesures par le contractant doit être immédiatement communiquée au gestionnaire du projet et peut entraîner la suspension du contrat, conformément à l'article 20.

Article 14 DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

- 14.1. Tous les documents écrits ou données, tels que cartes, schémas, dessins, spécifications, plans, statistiques, calculs, bases de données, logiciels et dossiers ou pièces justificatives acquis, constitués ou établis par le contractant au cours de l'exécution du contrat sont la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur sauf dispositions contraires. Une fois le contrat achevé, le contractant remet tous ces documents et toutes ces données au pouvoir adjudicateur. Le contractant ne peut conserver des copies de ces documents et données, ni les utiliser à des fins étrangères au contrat sans le consentement écrit préalable du pouvoir adjudicateur.
- 14.2. Le contractant ne peut publier d'articles relatifs aux prestations ni s'y référer lorsqu'il fournit des prestations pour le compte de tiers, ni divulguer des informations qu'il tient du pouvoir adjudicateur sans le consentement écrit de celui-ci, conformément à l'article 7.4.
- 14.3. Les résultats ou droits sur ces résultats - notamment les droits d'auteur et autres droits de propriété intellectuelle ou industrielle - obtenus au cours de l'exécution du contrat sont la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur, qui peut les utiliser, les publier, les attribuer ou les transférer comme elle l'entend, sans restriction géographique ou d'une autre nature, sauf dans les cas où il existe déjà des droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

NATURE DES PRESTATIONS

Article 15 NATURE DES PRESTATIONS

- 15.1. La nature des prestations est précisée dans les annexes II et III.
- 15.2. Lorsque le contrat porte sur une fonction consultative au bénéfice du pouvoir adjudicateur et/ou du gestionnaire du projet pour tous les aspects techniques susceptibles de se présenter lors de la mise en œuvre du projet, le contractant n'a pas de pouvoir de décision.
- 15.3. Lorsque le contrat porte sur la gestion de la mise en œuvre du projet, le contractant assume, sous l'autorité du gestionnaire du projet, l'ensemble des tâches de gestion inhérentes à la supervision de la mise en œuvre du projet.
- 15.4. Si le contractant est tenu de préparer un dossier d'appel d'offres, ce dossier doit contenir tous les documents nécessaires pour la consultation d'entrepreneurs, de fabricants et de fournisseurs appropriés et pour l'établissement de soumissions en vue de l'exécution des travaux, la livraison des fournitures ou la prestation des services qui font l'objet de l'appel d'offres. Le pouvoir adjudicateur fournit au contractant les informations nécessaires à l'établissement de la partie administrative du dossier d'appel d'offres.

Article 16 PERSONNEL ETEQUIPEMENTS

- 16.1. Le contractant doit indiquer au pouvoir adjudicateur toutes les catégories de personnel, autres que les experts principaux dont le curriculum vitae figure en annexe IV, auxquelles il entend avoir recours pour exécuter les tâches. L'annexe II et/ou III doivent spécifier le niveau minimum de formation, de qualifications et d'expérience du personnel et, s'il y a lieu, la spécialisation requise. Le pouvoir adjudicateur a le droit de s'opposer au choix du contractant concernant le personnel retenu.
- 16.2. Toutes les personnes travaillant au projet avec l'assentiment du pouvoir adjudicateur commencent à exercer leurs fonctions à la date ou dans les délais prévus par l'annexe II et/ou l'annexe III ou, à défaut, à la date ou dans les délais notifiés au contractant par le pouvoir adjudicateur ou le gestionnaire du projet.
- 16.3. Sauf dispositions contraires prévues par les conditions particulières, les personnes travaillant au projet résident à proximité de leur lieu de travail. Si une partie des prestations doit être exécutée hors du pays bénéficiaire, le contractant indique au gestionnaire du projet le nom et les qualifications du personnel affecté à cette partie du contrat.
- 16.4. Le contractant:
 - (a) transmet au gestionnaire du projet le calendrier proposé pour l'engagement du personnel dans un délai de 30 jours à compter de la signature du contrat par les deux parties;
 - (b) informe le gestionnaire du projet des dates d'arrivée et de départ de chaque membre du personnel;
 - (c) soumet en temps utile au gestionnaire du projet, pour son approbation écrite, toute demande de recrutement d'experts supplémentaires.
- 16.5. Le contractant adopte toutes les mesures nécessaires pour fournir et continuer à fournir à son personnel les équipements et le soutien techniques requis pour lui permettre d'accomplir efficacement les tâches spécifiques qui lui sont confiées.

Article 17 REMPLACEMENT DU PERSONNEL

- 17.1. Le contractant n'apporte aucun changement à la composition convenue de son personnel sans l'approbation écrite préalable du pouvoir adjudicateur. Le contractant doit, de sa propre initiative, proposer un tel remplacement dans les cas suivants:
 - (a) en cas de décès, de maladie ou d'accident d'un membre du personnel;
 - (b) s'il se révèle nécessaire de remplacer un membre du personnel pour toute autre raison indépendante de la volonté du contractant (par exemple en cas de démission, etc.).
- 17.2. En outre, pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut, sur la base d'une demande écrite et justifiée, en réponse à quoi le contractant devra soumettre ses propres observations ainsi que celle des membres de son personnel, exiger le remplacement d'une personne s'il estime qu'elle est incompétente ou ne convient pas pour l'exercice de ses missions contractuelles.
- 17.3. Lorsqu'un membre du personnel doit être remplacé, le remplaçant doit avoir des qualifications et une expérience au moins équivalentes et la rémunération à payer au remplaçant ne peut dépasser celle qu'aurait dû percevoir la personne remplacée. Au cas où le contractant ne serait pas en mesure de fournir un remplaçant ayant des qualifications et/ou une expérience équivalentes, le pouvoir adjudicateur peut soit décider de résilier le contrat, si la bonne exécution de celui-ci est compromise, soit, s'il estime que ce n'est pas le cas, décider d'accepter le remplaçant, à condition que les honoraires de ce dernier soient renégociés à la baisse pour refléter le niveau adéquat de rémunération.
- 17.4. Les frais supplémentaires occasionnés par le remplacement d'un membre du personnel sont à la charge du contractant. Le pouvoir adjudicateur n'effectue aucun paiement pour la période pendant laquelle l'expert à remplacer est absent. Le remplacement de tout expert dont le nom figure dans la liste de l'annexe IV au contrat, doit être proposé par le contractant dans les 15 jours calendrier à compter du premier jour d'absence de l'expert. Si après cette période le contractant ne propose pas un remplacement en conformité avec l'article 17.3 ci-dessus, le pouvoir adjudicateur peut imposer une indemnité forfaitaire pouvant aller jusqu'à 10% des honoraires restants de cet expert à remplacer.

- 17.5. Le pays bénéficiaire peut être notifié de l'identité des experts proposés pour être ajoutés ou remplacés dans le cadre du contrat, en vue d'obtenir son accord. Le pays bénéficiaire ne peut pas refuser de donner son approbation, à moins qu'il ne soumette par écrit au pouvoir adjudicateur des objections dûment motivées et justifiées à l'encontre des experts proposés, dans les 15 jours de la date à laquelle la demande d'approbation a été introduite.

Article 18 STAGIAIRES

- 18.1. Si les termes de référence le prévoient, le contractant assure, pendant la durée de mise en œuvre des tâches, la formation des stagiaires qui lui sont confiés par le pouvoir adjudicateur aux termes du contrat.
- 18.2. La formation de ces stagiaires par le contractant ne leur confère pas le statut d'employés de ce dernier. Toutefois, les stagiaires doivent se conformer aux instructions du contractant et aux dispositions de l'article 8, au même titre que les employés du contractant. Sur présentation d'une demande écrite motivée, le contractant peut obtenir le remplacement de tout stagiaire dont le travail ou la conduite ne sont pas satisfaisants.
- 18.3. Sauf dispositions contraires du contrat, la rémunération des stagiaires, leurs frais de déplacement et de logement et tous autres frais encourus par eux sont à la charge du pouvoir adjudicateur.
- 18.4. Le contractant établit un rapport de stage trimestriel qu'il soumet au pouvoir adjudicateur. Immédiatement avant l'achèvement de la mise en œuvre des tâches, le contractant établit un rapport sur les résultats du stage et sur les qualifications acquises par les stagiaires en vue de leur futur emploi. La forme et les modalités de présentation de ces rapports sont fixés dans les termes de référence.

EXÉCUTION DU CONTRAT

Article 19 RETARDS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES TACHES

- 19.1. Si le contractant ne fournit pas les prestations dans les délais de mise en œuvre des tâches stipulés dans le contrat, le pouvoir adjudicateur a droit, sans mise en demeure et sans préjudice des autres recours prévus par le contrat, à une indemnité forfaitaire pour chaque jour ou portion de jour écoulé entre la fin de la période de mise en œuvre des tâches définie au contrat et la date réelle d'achèvement de la période de mise en œuvre des tâches.
- 19.2. Le taux journalier de l'indemnité forfaitaire est calculé en divisant la valeur du contrat par le nombre de jours de la période mise en œuvre des tâches.
- 19.3. Si ces indemnités forfaitaires excèdent 15 % de la valeur du contrat, le pouvoir adjudicateur peut après en avoir notifié le contractant:
- (a) résilier le contrat et
 - (b) achever l'exécution du contrat aux frais du contractant.

Article 20 MODIFICATION DU CONTRAT

- 20.1. Toute modification substantielle, y inclus toute modification du montant total du contrat ainsi que le remplacement des experts dont le curriculum vitae fait partie du contrat, doit faire l'objet d'un avenant. Si la demande de modification émane du contractant, il doit la soumettre au pouvoir adjudicateur au moins 30 jours avant l'entrée en vigueur prévue de la modification, sauf dans les cas qui sont dûment justifiés par le contractant et acceptés par le pouvoir adjudicateur. Dans un délai de 30 jours, le pouvoir adjudicateur peut, par une notification écrite adressée au titulaire et s'il l'estime approprié, faire droit à la demande de modification avec effet rétroactif ou pour le futur, ou fait savoir au contractant qu'il n'a pas droit à une telle modification. Le contractant assumera les risques financiers de toute activité qui serait poursuivie sans amendement au contrat.

- 20.2. Toutefois, lorsque la modification ne change pas l'objet fondamental du contrat et, pour un contrat à prix unitaires, lorsque l'incidence financière se limite à un transfert entre postes d'honoraires ou entre les honoraires et la provision pour dépenses accessoires et la provision pour vérification des dépenses en tenant compte du fait que cette dernière ne peut être diminuée, impliquant une modification inférieure à 15% du montant original (ou tel que modifié par amendement) de la ligne concernée sur laquelle la somme a été prélevée du budget ventilé figurant en annexe V, le gestionnaire du projet peut ordonner toute modification d'une partie quelconque des prestations qui est nécessaire à la bonne exécution du contrat, sans changer l'objet ou la portée de celui-ci. Ces modifications peuvent consister en ajouts, suppressions, substitutions, changements en qualité ou en quantité ou de l'échelonnement, du mode ou du calendrier de l'exécution des prestations. De telles modifications ne peuvent inclure le remplacement d'expert dont le curriculum vitae fait partie du contrat.
- 20.3. Les variations ainsi ordonnées ne peuvent en aucun cas entraîner une prorogation de la durée de mise en œuvre des tâches ou, pour un contrat à prix unitaires, un changement dans le montant total du contrat.
- 20.4. Le gestionnaire du projet, avant d'émettre un ordre de service pour l'exécution d'une modification, notifie au contractant la nature et la forme de celle-ci. Dès que possible, après réception de cette notification, le contractant soumet par écrit au gestionnaire du projet une proposition relative:
- (a) à la description des prestations à fournir ou des mesures à prendre et un programme pour leur mise en œuvre des tâches; et
 - (b) aux modifications éventuellement nécessaires au programme général d'exécution ou à l'une quelconque des obligations contractuelles du contractant; et
 - (c) pour un contrat à prix unitaires, à tout ajustement de la valeur du contrat selon les principes suivants:
 - (1) lorsque les tâches sont de même nature et exécutées dans les mêmes conditions qu'un élément dont le prix est fixé dans le budget ventilé, le nombre équivalent de jours de travail est évalué selon les tarifs qui y figurent;
 - (2) lorsque les tâches ne sont pas de même nature ou ne doivent pas être exécutées dans les mêmes conditions, les tarifs d'honoraires du contrat servent de base à une évaluation raisonnable des jours de travail, faute de quoi une évaluation équitable est faite par le gestionnaire du projet;
 - (3) lorsqu'une modification est rendue nécessaire par une défaillance du contractant ou par un défaut d'exécution du contrat qui lui est imputable, tous les coûts supplémentaires entraînés par cette modification sont à sa charge.
- 20.5. Après réception de la proposition du contractant, le gestionnaire du projet décide le plus rapidement possible si la modification doit ou non être effectuée. Si le gestionnaire du projet en décide l'exécution, il/elle émet un ordre de service indiquant que la modification doit être effectuée au prix et dans les conditions spécifiées dans la proposition du contractant ou telles que révisées par le gestionnaire du projet conformément à l'article 20, paragraphe 4.
- 20.6. Dès réception de l'ordre de service ordonnant la modification, le contractant procède à son exécution et est tenu de se conformer, à cette fin, aux présentes conditions générales au même titre que si la modification avait été stipulée dans le contrat.
- 20.7. Le contractant doit utiliser le formulaire en annexe VI pour notifier toute modification de son compte bancaire.
- 20.8. Ce contrat ne peut être modifié que durant sa période d'exécution. Toute modification apportée au contrat qui ne se présente pas sous la forme d'un ordre de service ou d'un avenant ou qui n'est pas effectuée conformément à l'article 20, paragraphe 7 est considérée comme nulle et non avenue.

Article 21 HORAIRE DE TRAVAIL

Les jours et les heures de travail du contractant ou de son personnel dans le pays bénéficiaire sont fixés conformément à la législation, à la réglementation et aux coutumes du pays bénéficiaire et aux exigences liées aux prestations.

Article 22 DROIT AUX CONGES

- 22.1. Pour un contrat à prix unitaires, les congés annuels dus sont pris pendant la période de mise en œuvre des tâches à un moment approuvé par le gestionnaire du projet.
- 22.2. Pour un contrat à prix unitaires, ceux-ci sont réputés tenir compte du congé annuel à concurrence de 2 mois pour le personnel du contractant pendant la période de la mise en œuvre des tâches. En conséquence, les jours de congés annuels ne sont pas considérés comme des jours ouvrés.
- 22.3. Le personnel du contractant ne sera payé que pour les jours durant lesquels il a effectivement travaillé. Les couts liés à un congé maladie ou un congé de convenance personnelle seront supportés par le contractant. Le contractant est tenu d'informer le gestionnaire de projet des conséquences de tels congés sur la période de mise en œuvre des tâches.

Article 23 INFORMATION

Le contractant communique au gestionnaire du projet ou à toute personne habilitée par le pouvoir adjudicateur, la Commission européenne ou la Cour des comptes européenne, les informations de cette nature ayant trait aux prestations et au projet que le gestionnaire du projet peut demander à tout moment.

Article 24 REGISTRES

- 24.1. Le contractant tient des relevés et des comptes complets, précis et systématiques de la prestation des services, sous une forme et selon des modalités permettant d'établir avec précision que le nombre de jours ouvrés et les frais occasionnels réels inscrits sur la/les facture(s) du contractant ont été dûment consacrés à l'exécution du contrat.
- 24.2. En ce qui concerne les contrats à prix unitaires, le contractant doit tenir des feuilles de présence enregistrant les jours ou heures ouvré(e)s par son personnel. Les feuilles de présence doivent être approuvées par le gestionnaire du projet ou par toute personne habilitée par le pouvoir adjudicateur ou le pouvoir adjudicateur lui-même sur une base mensuelle. Les montants qu'il facture doivent correspondre à ces feuilles de présence. Les temps de déplacement, par le trajet le plus court, exclusivement et nécessairement consacrés au contrat peuvent être intégrés dans le nombre de jours ou, le cas échéant, d'heures, enregistrés sur ces feuilles de présence. Le(s) voyages entrepris par l'expert en vue de sa mobilisation et de sa démobilisation ainsi que pour ses congés ne peuvent être considérés comme des jour(s) de travail. Un minimum de 7 heures de travail prestées sont réputées équivalentes à un jour ouvré. Les heures de travail de tous les experts doivent être converties en jours ouvrés et arrondies au chiffre entier le plus proche pour les besoins de la facturation.
- 24.3. Les relevés doivent être conservés pendant 7 ans après le paiement final effectué dans le cadre du contrat. Ils comprennent toute la documentation relative aux recettes et aux dépenses et tout inventaire nécessaire pour la vérification des pièces justificatives, notamment les feuilles de présence, les billets d'avion et de transport, les fiches de paie pour la rémunération versée aux experts et les factures ou quittances pour frais occasionnels. Tout manquement à cette obligation de conserver les relevés constitue un défaut d'exécution du contrat et peut entraîner la résiliation du contrat.
- 24.4 Le contractant permet au gestionnaire du projet ou à toute personne habilitée par le pouvoir adjudicateur ou au pouvoir adjudicateur lui-même, d'inspecter ou de vérifier, à n'importe quel moment raisonnable, les relevés et les comptes en relation avec les prestations et d'en faire des copies pendant et après la fourniture des prestations.

Article 25 VERIFICATION PAR LES ORGANES DE L'UE

- 25.1 Le contractant donne à la Commission européenne, à l'Office européen anti-fraude et à la Cour des comptes européenne la possibilité, de vérifier la mise en œuvre du contrat par des inspections sur place des documents originaux, d'en faire des copies et d'effectuer, si nécessaire, un audit complet des pièces justificatives, des documents comptables et de tout autre document en rapport avec le financement du projet.

A ces fins, le contractant doit assurer qu'un accès sur place est accessible à toute heure raisonnable, et particulièrement aux bureaux du contractant, à ses données informatiques, à ses données comptables ainsi qu'à toute information utile aux audits, en ce compris les informations se rapportant aux rémunérations individuelles des personnes impliquées dans le projet. Le contractant doit s'assurer que les informations sont facilement accessibles au moment de l'audit et qu'elles peuvent être délivrées, à la demande, sur un support approprié. Ces inspections peuvent avoir lieu jusqu'à 7 ans après le paiement final.

De plus, le contractant donne à l'Office européen anti-fraude la possibilité de procéder à des contrôles et des vérifications sur place conformément aux procédures prévues par la législation de l'UE pour la protection des intérêts financiers de l'Union européenne contre la fraude et d'autres irrégularités.

- 25.2 À cette fin, le contractant donne au personnel ou aux agents de la Commission européenne, de l'Office européen anti-fraude et de la Cour des comptes européenne l'accès requis aux sites sur lesquels le contrat est exécuté, y compris à ses systèmes informatiques, ainsi qu'à tous les documents et bases de données concernant la gestion technique et financière du projet, et s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter leur travail. L'accès accordé aux agents de la Commission européenne, de l'Office européen anti-fraude et de la Cour des comptes européenne est confidentiel en ce qui concerne les tiers, sans préjudice des obligations de droit public auxquelles ils sont assujettis. Les documents doivent être aisément accessibles et classés de façon à faciliter leur examen. Le contractant doit informer le pouvoir adjudicateur du lieu précis où ils se trouvent.
- 25.3. Le contractant s'assure que les droits de la Commission, de l'Office européen de Lutte Anti-Fraude et de la Cour des comptes d'effectuer des audits, contrôles et vérifications soient également applicables, dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles prévues au présent article, à tout sous-traitant ou toute autre partie bénéficiant des fonds de l'Union européenne ou fonds FED.

Article 26 RAPPORTS D'AVANCEMENT ET RAPPORT FINAL

- 26.1. Sauf en cas de disposition contraire dans les Termes de référence, le contractant doit élaborer des rapports d'avancement et un rapport final au cours de la période de mise en œuvre des tâches. Ces rapports doivent consister en une section narrative et une section financière. Le format de ces rapports est conforme, aux prescriptions notifiées au contractant par le gestionnaire du projet au cours de la mise en œuvre des tâches.
- 26.2. Toutes les factures, doivent être sans exception accompagnées d'un rapport d'avancement ou d'un rapport final. Les factures d'un contrat à prix unitaires doivent aussi être accompagnées d'un rapport financier à jour et d'une facture pour le coût du rapport de vérification. La structure du rapport d'avancement ou du rapport financier final doit être la même que celle du budget approuvé contractuellement (Annexe V). Ce rapport financier doit indiquer au minimum les dépenses encourues pendant la période concernée, les dépenses cumulées et le solde disponible.
- 26.3. Immédiatement avant l'achèvement de la mise en œuvre des tâches, le contractant établit un rapport final, assorti d'une étude critique des problèmes majeurs qui sont éventuellement apparus au cours de l'exécution du projet.
- 26.4. Ce rapport final est transmis au gestionnaire du projet au plus tard 60 jours après l'achèvement de la mise en œuvre des tâches telle que définie par le contrat. Ce rapport ne lie pas le pouvoir adjudicateur.
- 26.5. Lorsque le contrat est exécuté par tranches, la mise en œuvre de chaque tranche donne lieu à l'établissement d'un rapport final de réalisation par le contractant.
- 26.6. Les rapports intermédiaire et final sont régis par les dispositions de l'article 14.

Article 27 APPROBATION DES RAPPORTS ET DOCUMENTS

- 27.1. L'approbation par le pouvoir adjudicateur des rapports et documents établis et transmis par le contractant atteste leur conformité aux clauses contractuelles.
- 27.2. Le pouvoir adjudicateur notifie au contractant, dans les 45 jours qui suivent la réception, la décision qu'elle a prise au sujet des documents ou des rapports qui lui ont été transmis, en justifiant son refus, le

cas échéant, ou lui demande de les modifier. Pour le rapport final, le délai est porté à 60 jours. Si le pouvoir adjudicateur ne fait aucun commentaire sur les documents ou les rapports dans le délai imparti, le contractant peut en demander l'approbation par écrit. Les documents ou rapports sont réputés avoir été approuvés par le pouvoir adjudicateur si elle ne communique pas expressément de commentaires au contractant dans les 45 jours qui suivent la réception de cette demande écrite.

- 27.3. Lorsqu'un rapport ou un document est approuvé par le pouvoir adjudicateur sous réserve de modifications à apporter par le contractant, le pouvoir adjudicateur fixe un délai pour l'exécution des modifications demandées.
- 27.4. Si le rapport final d'un contrat n'est pas approuvé, la procédure de règlement du litige est automatiquement invoquée.
- 27.5. Lorsque le contrat est exécuté par tranches, la mise en œuvre de chaque tranche est subordonnée à l'approbation par le pouvoir adjudicateur de la tranche précédente, sauf si les tranches sont mises en œuvre en même temps.

PAIEMENTS ET RECOUVREMENT

Article 28 VERIFICATION DES DEPENSES

- 28.1 Les rapports de vérification des dépenses ne sont pas requis pour les contrats forfaitaires.
- 28.2 Avant de pouvoir effectuer les paiements dans le cadre d'un contrat à prix unitaires, un auditeur externe qui remplit les conditions spécifiques du Cahier des Charges pour la vérification des dépenses notifié par le contractant conformément à l'article 7.8, doit examiner et vérifier les factures et les rapports financiers envoyés par le contractant au pouvoir adjudicateur.
- 28.3 L'auditeur doit s'assurer que des preuves pertinentes, fiables et suffisantes démontrent que :
 - (a) les experts employés par le contractant pour ce contrat ont travaillé tel qu'étayé dans le cadre du contrat (comme corroboré par une tierce partie indépendante si disponible) le même nombre de jours que celui réclamé par le consultant dans ses factures et dans le tableur financier soumis avec les rapports d'avancement ;
 - (b) les montants réclamés au titre des dépenses accessoires ont été réellement encourus par le contractant et ce, à bon escient, conformément aux prescriptions des termes de référence du contrat.
 - (c) Sur la base de sa vérification, l'auditeur soumet au contractant un rapport de vérification des dépenses conforme au modèle de l'annexe VII.
- 28.4 Le contractant octroie à l'auditeur tous les droits d'accès mentionnés à l'article 25.
- 28.5 Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger le remplacement de l'auditeur si des éléments inconnus à la date de signature du contrat font douter de son indépendance ou de son professionnalisme.

Article 29 PAIEMENT ET INTERETS POUR RETARD DE PAIEMENT

- 29.1. Les paiements sont effectués selon une des deux options ci-dessous, comme indiqué à l'article 3 des conditions particulières.

Option 1: contrat à prix unitaires

Le pouvoir adjudicateur effectue les paiements au contractant selon les modalités suivantes:

- 1. un préfinancement, si le contractant le demande, du montant demandé pouvant atteindre le maximum spécifié ci-dessous, dans un délai de 45 jours à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur du contrat signé par les deux parties, d'une demande de paiement et d'une garantie financière conformément à l'article 30. Le préfinancement représente au maximum 30% du montant total du contrat si la période de mise en œuvre des tâches est 24 mois ou moins, et de 20%

du montant total du contrat si la période de mise en œuvre des tâches est de plus de 24 mois.

2. des paiements intermédiaires semestriels éventuels, prévus à l'article 7, paragraphe 2 des conditions particulières, dans les 45 jours suivant l'approbation par le pouvoir adjudicateur d'un rapport d'avancement et d'un rapport de vérification des dépenses, accompagnés d'une facture conformément à l'article 27. Ces paiements intermédiaires sont d'un montant équivalent aux coûts encourus sur base des rapports de vérification des dépenses. Lorsque 80% du montant du contrat a été payé (préfinancement et paiements intermédiaires), les montants dus au contractant sont déduits du paiement de préfinancement jusqu'à son remboursement complet, avant d'effectuer tout paiement supplémentaire.
3. les factures doivent être réglées de telle façon que le montant des paiements ne dépasse pas 90% du montant maximum du contrat indiqué à l'article 3 des conditions particulières; les 10% constituant le montant minimum de paiement du solde.
4. le solde de la valeur finale certifiée du contrat, sous réserve de la valeur maximale du contrat mentionnée à l'article 3 des conditions particulières, après déduction des montants déjà versés, dans un délai de 45 jours à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur d'une facture finale accompagnée du rapport final et du rapport de vérification des dépenses sous réserve de l'approbation du rapport final et du rapport de vérification des dépenses conformément à l'article 27.

Option 2: contrat à forfait

Le pouvoir adjudicateur effectue les paiements au contractant selon les modalités suivantes:

1. un préfinancement pouvant atteindre 30% de la valeur du contrat figurant à l'article 3 des conditions particulières, dans un délai de 45 jours à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur du contrat signé par les deux parties, et d'une garantie financière, conformément à l'article 30;
 2. le solde de la valeur du contrat figurant à l'article 3 des conditions particulières, dans un délai de 45 jours à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de la facture finale, accompagnée du rapport final, sous réserve de l'approbation de ce dernier conformément à l'article 27.
- 29.2 Le délai de 45 jours civils pour l'exécution des paiements visé à l'article 29.1, paragraphe 1 expire à la date de débit du compte de du pouvoir adjudicateur. Sans préjudice de l'article 36, paragraphe 3, ce délai peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur pour toute partie du montant facturé contestée par le gestionnaire du projet par notification au contractant que cette partie de la facture n'est pas recevable, soit que la créance n'est pas exigible, soit que le rapport correspondant ne peut être approuvé, et que le pouvoir adjudicateur estime nécessaire de procéder à des vérifications complémentaires. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ne doit retenir abusivement aucune partie incontestée du montant facturé, mais peut demander des clarifications, modifications ou compléments d'information, qui seront fournis dans un délai de 30 jours à dater de la demande. Le délai recommence à courir à la date à laquelle le pouvoir adjudicateur reçoit une facture correctement établie.
- 29.3 À l'expiration du délai fixé à l'article 29.2, le contractant peut – à moins que le contractant soit un ministère ou un organisme public d'un Etat-Membre de l'Union européenne et au plus tard 2 mois après la réception du paiement tardif, bénéficier d'un intérêt de retard au taux:
- appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement en euros tel que publié au Journal Officiel de l'Union européenne, série C, si les paiements sont effectués en euros,
 - de réescompte de l'institut d'émission de l'Etat du pouvoir adjudicateur, si les paiements sont effectués en monnaie nationale,

en vigueur le premier jour du mois au cours duquel ce délai a expiré, majoré de sept points de pourcentage. L'intérêt de retard porte sur la période comprise entre la date d'expiration du délai de paiement et la date de débit du compte du pouvoir adjudicateur. Exceptionnellement, lorsque l'intérêt calculé en application de cette disposition est inférieur ou égale à EUR 200, il est payé au consultant à la condition que celui-ci en fasse la demande dans les deux mois suivant la date du paiement tardif.

- 29.4 Les paiements dus par le pouvoir adjudicateur sont effectués sur le compte bancaire notifié par le contractant conformément à l'article 7.8.
- 29.5 Le pouvoir adjudicateur effectue les paiements en euros ou dans la monnaie nationale figurant à l'article 7, paragraphe 1 des conditions particulières. En cas de paiement en euros, la conversion éventuelle en euros des coûts réels supportés dans d'autres monnaies se fait au taux publié par sur l'Info Euro le premier jour ouvrable du mois au cours duquel la facture est établie. En cas de paiement en monnaie nationale, la conversion en monnaie nationale se fait au taux publié sur l'Info-Euro, le premier jour ouvrable du mois au cours duquel le paiement est effectué.
- 29.6 Pour les contrats à prix unitaires, les factures doivent être accompagnées de copies ou d'extraits des feuilles de présence approuvées visées à l'article 24.2 afin de vérifier le montant facturé au titre des heures de travail des experts. Un minimum de 7 heures prestées sont réputées équivalentes à un jour ouvré. Les heures de travail de tous les experts doivent être converties en jours ouvrés et arrondies au chiffre entier le plus proche pour les besoins de la facturation.
- 29.7 Le paiement du solde définitif est subordonné à l'exécution par le contractant de toutes ses obligations relatives à l'ensemble des tranches ou parties des prestations, ainsi qu'à l'approbation par le pouvoir adjudicateur de la dernière tranche ou partie des prestations. Le paiement final n'est effectué qu'après que le rapport final de réalisation et le décompte final, désignés comme tels, ont été présentés par le contractant et approuvés par le pouvoir adjudicateur.
- 29.8 Si l'une des situations suivantes se produit et persiste, le pouvoir adjudicateur peut, par une note écrite adressée au contractant, suspendre en tout ou en partie les paiements contractuels dus à ce dernier:
- (a) le contractant manque à ses obligations contractuelles;
 - (b) toute autre situation dont le contractant est contractuellement responsable et qui, de l'avis du pouvoir adjudicateur, entrave ou risque d'entraver la bonne mise en œuvre du projet ou du contrat.
- 29.9 Tous les paiements effectués par le pouvoir adjudicateur sur le compte bancaire indiqué dans le contrat ont un effet libératoire.

Les obligations de la Commission européenne en matière de paiements en vertu de ce contrat cesseront au plus tard 18 mois à compter de la date de fin de la mise en œuvre du contrat, à moins que le contrat soit résilié conformément à l'article 36.1 des conditions générales.

Article 30 GARANTIE FINANCIERE

- 30.1. Si le préfinancement mentionné à l'article 7, paragraphe 2 des conditions particulières s'élève à plus de 100,000 euros, ou si les documents probants relatifs aux critères de sélection n'ont pas été remis, le contractant doit fournir une garantie financière pour le montant total du préfinancement. La garantie financière est constituée selon le modèle prévu au contrat et peut être fournie sous la forme d'une garantie bancaire, d'un chèque de banque, d'un chèque certifié, d'une obligation émanant d'une compagnie d'assurances et/ou de cautionnement, ou d'une lettre de crédit irrévocable, ou d'un dépôt en liquide auprès du pouvoir adjudicateur et émis par une entité financière avec une notation minimale d'investissement émise par l'une des agences de notation financière internationales. Cette garantie doit demeurer valable jusqu'à sa libération par le pouvoir adjudicateur aux termes de l'article 30, paragraphe 5 ou 6, selon le cas. Lorsque le contractant est un organisme public, il peut être, selon une évaluation des risques, dérogé à l'obligation de constituer une telle garantie.
- 30.2 La garantie financière est fournie par courrier à l'en-tête de l'établissement financier, sur le modèle figurant à l'annexe VI.
- 30.3 Si la garantie financière cesse d'être valable et si le contractant ne renouvelle pas sa durée de validité, le pouvoir adjudicateur peut soit déduire son montant de paiements futurs dus au contractant en vertu du contrat jusqu'à concurrence du total des paiements déjà effectués, soit résilier le contrat si le pouvoir adjudicateur estime qu'il n'est pas possible de procéder à une telle déduction.
- 30.4 Si le contrat est résilié pour une raison quelconque, la garantie financière peut être immédiatement mise en recouvrement en vue du remboursement d'un éventuel solde encore dû par le contractant au

pouvoir adjudicateur et le garant ne peut différer le paiement ou s'y opposer pour quelque motif que ce soit.

- 30.5 Dans le cas des contrats à prix unitaires, la garantie financière éventuelle est libérée lorsque le préfinancement a été remboursé conformément à l'article 29.1.
- 30.6 Pour les contrats à forfait, la garantie financière doit rester en vigueur jusqu'au paiement du solde.

Article 31 RECOUVREMENT DES DETTES DU CONTRACTANT

- 31.1 Le titulaire s'engage à rembourser au pouvoir adjudicateur les montants qui lui auraient été versés en surplus par rapport au montant final dû au plus tard à la date limite mentionnée dans la note de débit ce qui correspond à 45 jours après la date d'émission cette note de débit.
- 31.2 En cas de non remboursement par le titulaire dans le délai ci-dessus, le pouvoir adjudicateur peut majorer les sommes dues d'un intérêt de retard au taux
- (a) de réescompte de l'institut d'émission de l'Etat du pouvoir adjudicateur si les paiements sont effectués en monnaie de l'Etat du pouvoir adjudicateur
 - (b) appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement en euros tel que publié au Journal Officiel de l'Union européenne, série C, si les paiements sont effectués en euros
- le premier jour du mois pendant lequel ce délai a expiré, majoré de sept points. L'intérêt de retard porte sur la période comprise entre la date d'expiration du délai fixé par le pouvoir adjudicateur, exclue, et la date de paiement effectif, incluse. Tout paiement partiel est imputé d'abord sur les intérêts de retard ainsi déterminés.
- 31.3 Le pouvoir adjudicateur peut procéder au remboursement des sommes qui lui sont dues par compensation avec des sommes dues au titulaire à quelque titre que ce soit, sans préjudice d'un échelonnement éventuel convenu entre les Parties.
- 31.4 Les frais bancaires occasionnés par le remboursement des sommes dues au pouvoir adjudicateur sont à la charge exclusive du titulaire.
- 31.5 Le cas échéant, l'Union européenne en tant que bailleur de fonds peut se subroger au pouvoir adjudicateur.

Article 32 REVISION DES PRIX

Sauf disposition contraire dans les conditions particulières, le prix global d'un contrat à forfait et les tarifs d'un contrat à prix unitaires ne sont pas révisés.

Article 33 PAIEMENT AU PROFIT DE TIERS

- 33.1 Les ordres de paiement en faveur de tiers ne peuvent être exécutés qu'à la suite d'une cession effectuée conformément à l'article 3.
- 33.2 Il incombe au contractant et à lui seul de faire connaître les bénéficiaires de ces cessions.
- 33.3 En cas de saisie irrégulière sur les biens du contractant, affectant le paiement des sommes qui lui sont dues au titre du contrat, sans préjudice du délai prévu à l'article 29, le pouvoir adjudicateur dispose, pour reprendre les paiements destinés au contractant, d'un délai de 60 jours à compter du jour où la mainlevée définitive de la saisie-arrêt lui est notifiée.

DÉFAUT D'EXÉCUTION, SUSPENSION ET RÉSILIATION

Article 34 DEFAUT D'EXECUTION

- 34.1 Chacune des parties est en défaut d'exécution du contrat lorsqu'elle ne remplit pas l'une quelconque de ses obligations contractuelles.
- 34.2 En cas de défaut d'exécution, la partie lésée a le droit de recourir aux mesures suivantes:
- (a) demande d'une indemnisation et/ou
 - (b) résiliation du contrat.
- 34.3 L'indemnisation peut prendre la forme:
- (a) de dommages et intérêts ou
 - (b) d'une indemnité forfaitaire.
- 34.4 Dans tous les cas où le pouvoir adjudicateur a droit à une indemnisation, celle-ci peut s'effectuer par prélèvement sur toute somme due au contractant ou sur la garantie adéquate.
- 34.5 Le pouvoir adjudicateur a droit à une indemnité pour tout dommage qui apparaît après l'achèvement du contrat, conformément au droit régissant le contrat.

Article 35 SUSPENSION DU CONTRAT

- 35.1 Quand la procédure d'attribution ou l'exécution du contrat est entravée par des erreurs substantielles ou des irrégularités ou de la fraude présumée ou avérée, le pouvoir adjudicateur suspend le paiement et/ou l'exécution du contrat.
- 35.2 Quand de telles erreurs, irrégularités ou fraude sont imputables au contractant, le pouvoir adjudicateur peut en complément refuser d'effectuer les paiements ou peut recouvrer les montants déjà payés, proportionnellement à la gravité des erreurs, des irrégularités ou de la fraude. Le pouvoir adjudicateur peut également suspendre les paiements en cas d'erreurs suspectées ou établies, d'irrégularités ou de fraude qui sont commises par le contractant lors de l'exécution d'un autre contrat financé par le budget général de l'Union européenne ou par le FED, et qui sont susceptibles d'affecter l'exécution du présent contrat.
- 35.3 Le pouvoir adjudicateur peut suspendre la mise en œuvre du contrat lorsqu'il considère qu'une telle suspension est dans l'intérêt du projet.

Article 36 RESILIATION PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

- 36.1 Le présent contrat est automatiquement résilié s'il n'a pas donné lieu à un paiement quelconque au cours des trois ans suivant sa signature par les deux parties.
- 36.2 La résiliation s'entend sans préjudice des autres droits et compétences contractuels de du pouvoir adjudicateur et du contractant.
- 36.3 Outre les motifs de résiliation définis dans les présentes conditions générales, le pouvoir adjudicateur peut résilier le contrat après avoir accordé un préavis de 7 jours au contractant dans l'un des cas suivants:
- (a) l'exécution des prestations par le contractant n'est pas en conformité, sur le fond, avec le contrat;
 - (b) le contractant ne se conforme pas dans un délai raisonnable à une notification du gestionnaire du projet lui enjoignant de remédier à une négligence ou à un manquement à ses obligations contractuelles qui compromet sérieusement la bonne exécution des prestations dans les délais;
 - (c) le contractant refuse ou omet d'exécuter des ordres de service émanant du gestionnaire du projet;
 - (d) le contractant cède le contrat ou sous-traite sans l'autorisation écrite de du pouvoir adjudicateur;
 - (e) le contractant est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou se trouve dans une situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par la législation et la réglementation nationales;

- (f) le contractant a fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de la chose jugée pour tout délit touchant à sa moralité professionnelle;
- (g) le contractant a commis une faute professionnelle grave constatée par tout moyen que le pouvoir adjudicateur peut justifier;
- (h) le contractant a fait l'objet d'un jugement ayant autorité de la chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'UE;
- (i) le contractant, suite à la procédure de passation d'un autre contrat ou de la procédure d'octroi d'une subvention financés par le budget de l'UE, a été déclaré en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de ses obligations contractuelles;
- (j) une modification de l'organisation de l'entreprise entraîne un changement de personnalité, de nature ou de contrôle juridiques du contractant, à moins qu'un avenant constatant cette modification soit établi;
- (k) une autre incapacité juridique fait obstacle à l'exécution du contrat;
- (l) le contractant omet de constituer la garantie ou de conclure l'assurance requise, ou la personne qui a fourni la garantie ou l'assurance antérieure n'est pas en mesure de respecter ses engagements;
- (m) la procédure d'attribution ou la performance du contrat s'avèrent avoir été entachées d'erreurs substantielles d'irrégularités ou de fraude après l'attribution du contrat.

Préalablement ou alternativement à la résiliation prévue à cet article, le pouvoir adjudicateur peut suspendre les paiements à titre conservatoire et sans préavis.

- 36.4 Le pouvoir adjudicateur peut alors achever lui-même l'exécution des prestations ou conclure un autre contrat avec un tiers pour le compte du contractant. Le contractant cesse d'être responsable des retards d'exécution dès que le pouvoir adjudicateur a résilié le contrat, sans préjudice de toute responsabilité qui peut avoir pris naissance à cet égard antérieurement.
- 36.5 Dès la résiliation du contrat ou la réception de la notification de celle-ci, le contractant prend des dispositions immédiates pour mettre fin sans délai et correctement à la prestation des services et réduire les dépenses au minimum.
- 36.6 Le gestionnaire du projet certifie, dès que possible après la résiliation, la valeur des prestations et toutes les sommes dues au contractant à la date de la résiliation du contrat.
- 36.7 Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'effectuer d'autres paiements au contractant tant que les prestations de services ne sont pas achevées; lorsqu'elles le sont, elle a le droit d'obtenir du contractant le remboursement des frais supplémentaires éventuels occasionnés par l'achèvement de la prestation des services, ou paie tout solde dû au contractant.
- 36.8 Si le pouvoir adjudicateur résilie le contrat, il est en droit sans préjudice des autres recours prévus par le contrat, de récupérer auprès du contractant toute perte subie à concurrence de la valeur correspondant à la partie des prestations qui, n'a pas été achevée de façon satisfaisante, sauf disposition contraire des Conditions Particulières.
- 36.9 Le pouvoir adjudicateur peut, en plus des cas prévus à l'article 36.1, résilier le contrat à tout moment et après avoir donné un délai de préavis de sept jours.
- 36.10 Lorsque la résiliation n'est pas la conséquence, d'un acte ou d'une omission du contractant, d'un cas de force majeure ou d'autres circonstances indépendantes du contrôle de l'autorité contractante, le contractant pourra réclamer, en plus des montants qui lui sont dus pour les tâches déjà effectuées, une indemnité pour le préjudice subi.

Article 37 RESILIATION PAR LE CONTRACTANT

- 37.1 Le contractant peut, après avoir donné un préavis de 14 jours au pouvoir adjudicateur, résilier le contrat si le pouvoir adjudicateur:

- (a) ne lui paie pas les sommes dues au titre de tout décompte établi par le gestionnaire du projet après l'expiration du délai de paiement indiqué à l'article 29, ou
 - (b) se soustrait systématiquement à ses obligations après plusieurs rappels ou
 - (c) suspend la prestation de tout ou partie des prestations pendant plus de 90 jours pour des raisons non spécifiées dans le contrat ou non imputables au contractant.
- 37.2 Cette résiliation s'entend sans préjudice des autres droits que le pouvoir adjudicateur ou le contractant acquièrent au titre du contrat.
- 37.3 En cas de résiliation de ce type, le pouvoir adjudicateur indemnise le contractant de tout dommage ou préjudice qu'il peut avoir subi. Ces paiements supplémentaires ne peuvent être tels que les paiements totaux excèdent le montant précisé à l'article 3 des conditions particulières.

Article 38 CAS DE FORCE MAJEURE

- 38.1 Aucune des parties n'est considérée comme ayant manqué à ses obligations contractuelles si elle en est empêchée par une situation de force majeure survenue après la date de la notification de l'attribution ou la date à laquelle le contrat entre en vigueur.
- 38.2 On entend par «force majeure», aux fins du présent article, les grèves, les lock-out ou autres conflits du travail, les actes de l'ennemi, les guerres déclarées ou non, les blocus, les insurrections, les émeutes, les épidémies, les glissements de terrain, les tremblements de terre, les tempêtes, la foudre, les inondations, les affouillements, les troubles civils, les explosions et tout autre événement analogue imprévisible, indépendant de la volonté des parties, ou qu'elles ne peuvent surmonter en dépit de leur diligence.
- 38.3 Toute partie victime d'une situation de force majeure prend dans les meilleurs délais toutes les mesures raisonnables pour mettre fin à son incapacité à remplir les obligations qui lui incombent au titre du présent contrat.
- 38.4 Nonobstant les dispositions des articles 19 et 32.1, le contractant n'a pas à répondre d'indemnités forfaitaires ou n'est pas tenu responsable d'une résiliation pour défaut d'exécution si et dans la mesure où son retard d'exécution ou tout autre manquement à ses obligations contractuelles résulte d'un cas de force majeure. De même, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu responsable, nonobstant les dispositions des articles 29 et 37, de paiement d'intérêts pour retard de paiement, pour inexécution de ses obligations ou en cas de résiliation du contrat par le contractant pour défaut d'exécution, si et dans la mesure où le retard du pouvoir adjudicateur ou tout autre manquement à ses obligations résulte d'un cas de force majeure.
- 38.5 Si l'une des parties estime qu'un cas de force majeure susceptible d'affecter l'exécution de ses obligations est survenu, elle en avertit sans délai l'autre partie ainsi que le gestionnaire du projet, en précisant la nature, la durée probable et les effets envisagés de cet événement. Sauf instruction contraire donnée par écrit par le gestionnaire du projet, le contractant continue à exécuter ses obligations contractuelles dans la mesure où cela lui est raisonnablement possible et cherche tous autres moyens raisonnables lui permettant de remplir celles de ses obligations que le cas de force majeure ne l'empêche pas d'exécuter. Il ne met en œuvre ses autres moyens que si le gestionnaire du projet lui en donne l'ordre.
- 38.6 Pour un contrat à prix unitaires, si le contractant, en suivant les instructions du gestionnaire du projet ou en utilisant les autres moyens visés à l'article 38, paragraphe 5, doit faire face à des frais supplémentaires, leur montant est certifié par le gestionnaire du projet dans les limites de la valeur maximale du contrat.
- 38.7 Si un cas de force majeure s'est produit et se poursuit pendant une durée de 180 jours, abstraction faite d'une éventuelle prorogation du délai de mise en œuvre des tâches que le contractant peut avoir obtenue de ce fait, chaque partie a le droit de donner à l'autre un préavis de 30 jours pour résilier le contrat. Si, à l'issue de cette période de 30 jours, le cas de force majeure persiste, le contrat est résilié et les parties sont de fait libérées de leur obligation d'en poursuivre l'exécution.

Article 39 DECES

- 39.1 Le contrat est résilié de plein droit si le contractant est une personne physique et qu'il vient à décéder. Toutefois, le pouvoir adjudicateur examine toute proposition des héritiers ou des ayants droit si ceux-ci ont notifié leur intention de poursuivre l'exécution du contrat. La décision du pouvoir adjudicateur est notifiée aux intéressés dans un délai de 30 jours à compter de la réception d'une telle proposition.
- 39.2 Lorsque le contractant est constitué par plusieurs personnes physiques et que l'une ou plusieurs d'entre elles viennent à décéder, il est dressé un état contradictoire de l'avancement des prestations de services et le pouvoir adjudicateur décide s'il y a lieu de résilier le contrat ou d'en poursuivre l'exécution en fonction de l'engagement donné par les survivants et par les héritiers ou les ayants droit, selon le cas, dans les 15 jours qui suivent la date du décès. La décision du pouvoir adjudicateur est notifiée aux intéressés dans un délai de 30 jours à compter de la réception d'une telle proposition.
- 39.3 Ces personnes sont solidairement responsables de la bonne exécution du contrat, au même titre que le contractant. La poursuite de l'exécution du contrat est soumise aux règles relatives à la constitution de la garantie prévue dans le contrat.

RÈGLEMENT DES DIFFERENDS

Article 40 REGLEMENT DES DIFFERENDS

- 40.1 Les parties devront mettre tout en œuvre pour régler à l'amiable tout différend survenant entre elles.
- 40.2 Lorsqu'un différend survient, l'une des parties devra notifier l'autre partie par écrit du différend, indiquant sa position sur la question, ainsi que toute solution qu'elle juge envisageable, et demander un règlement à l'amiable. L'autre partie est tenue de répondre dans les 30 jours à cette demande de règlement à l'amiable indiquant sa position par rapport sur la question. Sauf si les parties en conviennent autrement, la durée maximum pour parvenir à un règlement à l'amiable est de 120 jours à compter de la notification demandant ce règlement à l'amiable. Si une partie ne pouvait accepter la tentative de règlement à l'amiable notifiée par l'autre partie, si une partie ne répondait pas dans les délais à une telle notification ou si aucun règlement à l'amiable du différend ne pouvait aboutir dans les délais maximum fixés, la procédure de règlement à l'amiable est considérée comme ayant échoué.
- 40.3 À défaut de règlement à l'amiable, l'une des parties peut notifier l'autre partie par écrit afin de demander un règlement du différend par voie de conciliation exercée par une tierce personne. Si la Commission européenne n'est pas partie au contrat, la Commission peut accepter d'intervenir en étant ce conciliateur. L'autre partie doit répondre à la demande de conciliation dans un délai de 30 jours. Sauf si les parties en conviennent autrement, le délai maximum établi pour aboutir à un règlement par conciliation est de 120 jours à compter de la notification demandant l'application de cette procédure de conciliation. Si une partie ne pouvait accepter la demande de conciliation notifiée par l'autre partie, si une partie ne répondait pas dans les délais à une telle notification ou si aucun règlement de conciliation ne pouvait aboutir dans les délais maximum requis, la procédure de conciliation sera considérée comme ayant échoué.
- 40.4 Si la procédure de règlement à l'amiable et, si la procédure telle que demandée de règlement par conciliation échouent, chaque partie peut renvoyer le litige soit à la décision d'une juridiction nationale, soit à un arbitrage, conformément aux dispositions de l'article 11 des conditions particulières.

* * *